



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage



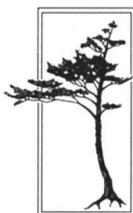
PROGRAMME DES ÉTUDES CANADIENNES

RÉALITÉS CANADIENNES

L'EFFORT DE GUERRE AU PAYS



Canada



PROGRAMME DES ÉTUDES CANADIENNES
RÉALITÉS CANADIENNES

L'EFFORT DE GUERRE
AU PAYS

D. B. Scott



**LE CANADA SE SOUVIENT
CANADA REMEMBERS**

Données de catalogage avant publication (Canada)

Scott, D. B. (David B.)

L'effort de guerre au pays

(Réalités canadiennes / Programme des études
canadiennes)

Texte en français et en anglais.

Titre de la p. de t. addit., tête-bêche : *The Home Front
in the Second World War.*

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 0-662-61663-4

N° de cat. S2-184/8-1995

1. Guerre, 1939-1945 (Mondiale, 2^e) – Canada.
2. Guerre, 1939-1945 (Mondiale, 2^e) – Participation
des civils – Canada.
3. Guerre, 1939-1945 (Mondiale, 2^e) – Aspect social
– Canada.
- I. Canada. Patrimoine canadien.
- II. Canada. Programme des études canadiennes.
- III. Titre.
- IV. Titre : *The Home Front in the Second World War.*
- V. Coll : Réalités canadiennes (Canada. Programme
des études canadiennes)

D768.15S36 1995 940.53'71 C95-980108-1F

*Les opinions exprimées dans la présente
collection sont celles des auteurs et ne reflètent
pas nécessairement les vues ni la politique du
gouvernement fédéral.*

Photo de la page couverture : Victor Bull

*En mai 1940, la Little Happy Gang de Moose
Jaw (Saskatchewan) fait sa part pour la Croix-Rouge
et les soldats en tricotant des chaussettes.*

Les Archives nationales du Canada/C-53880

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1995

N° de cat. S2-184/8-1995

ISBN 0-662-61663-4



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Note au sujet de l'auteur	5
Introduction	6
La veille de la guerre	11
La guerre au pays	14
Les mains à la pâte	22
Un dernier mot	31
Lectures complémentaires	32



Avant-propos

Afin de promouvoir l'élargissement des connaissances sur le Canada, le ministère du Patrimoine canadien, Programme des études canadiennes, publie, sous le thème *Réalités canadiennes*, une collection d'ouvrages sur les divers aspects du pays comme la vie de la société canadienne.

La diffusion de ces publications, que l'on peut se procurer gratuitement auprès du ministère du Patrimoine canadien, contribuera à n'en pas douter à mieux faire connaître le Canada, sa population et ses particularités et à nous inspirer une fierté encore plus grande d'être Canadiens.



Note au sujet de l'auteur

David Scott est un auteur canadien, rédacteur et éditeur d'expérience dans le domaine des magazines. Sa maison d'édition, Impresa Communications Limited, située à Cambridge en Ontario, joue un rôle d'expert-conseil auprès des magazines et des journaux. En 1994, il a publié **Le Canada se souvient**, un magazine commémorant le 50^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, par le Groupe St. Clair de Toronto de concert avec le Comité commémoratif de Canada se souvient. M. Scott est aussi l'auteur de **Toronto 150 : Portrait d'une ville en évolution**, publié par Statistique Canada en 1984.



Introduction

La Seconde Guerre mondiale s'est livrée et gagnée sur de nombreux fronts qui ne se trouvèrent pas tous, d'ailleurs, sur la ligne de feu. Il est vrai que les soldats canadiens livrèrent bataille en Sicile et dans la péninsule italienne et qu'ils avancèrent sans relâche pour libérer l'Europe du Nord-Est. La marine tant militaire que marchande escorta dans des conditions extrêmement froides les convois dans l'Atlantique Nord et vers la Russie. Les aviateurs participèrent activement aux innombrables vols de la bataille d'Angleterre et aux angoissants raids des bombardiers pilonnant la moitié de l'Europe. Les troupes canadiennes se retrouvèrent même sous terre, à creuser des tunnels à Gibraltar. Ils étaient appuyés à l'étranger par des dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui n'ont pas vu de combat, mais qui ont quand même accompli un travail essentiel dans les équipes au sol, aux approvisionnements et dans les hôpitaux. Pendant ce temps, des Canadiens qui, eux, ne quittèrent jamais leur sol natal, rendirent possibles les missions à l'étranger.

Des livres et des articles en nombre infini relatent l'histoire des soldats canadiens et de leurs batailles. L'histoire de la guerre menée à l'arrière, sur le front civil canadien, est cependant toujours restée dans l'ombre. C'est celle qu'ont vécue des millions de citoyens canadiens ordinaires qui se sont mobilisés pour contribuer à leur façon à la victoire.

Le front civil apportait un soutien moral indispensable au travail dangereux et nécessaire que des sœurs, des frères, des fils, des filles, des cousins, des tantes et des oncles accomplissaient outre-mer. Il y avait toutefois beaucoup plus que ce soutien moral. Le front civil assurait en outre, par un travail essentiel, mais en grande partie anonyme, l'approvisionnement en matériel, en munitions, en bombes, en chars d'assaut, en navires et en avions dont avaient besoin

les combattants. Rares sont ceux sur le front civil qui auraient pu imaginer comment la guerre et leur participation allaient changer le Canada qu'ils connaissaient.

Le Canada qui entra en guerre en 1939 ne ressemblait pas beaucoup au Canada d'aujourd'hui. Avant la guerre, le pays était encore en grande partie un pays agricole où abondaient les fermes familiales. Il était très attaché à des traditions qui remontaient à plusieurs générations, quoique le mouvement des populations vers les villes fût déjà amorcé quelques années auparavant. La guerre ne fit qu'accélérer ce mouvement. Le Canada comptait tout juste 11 millions d'habitants (moins de 40 p. 100 de la population actuelle). Il jouait un rôle secondaire dans les affaires du monde, ne s'écartant pas beaucoup de son rôle de colonie docile de la Grande-Bretagne.

Pourtant en six ans, plus d'un million de Canadiens et de Canadiennes allaient revêtir l'uniforme et les efforts des quelque dix millions restés derrière allaient transformer le pays en puissance industrielle. Du même coup, la guerre fit disparaître les écrasants 15 p. 100 de chômage qui perduraient depuis la Dépression. En 1944, le taux de chômage était passé à 1,2 p. 100. Il allait toutefois remonter légèrement en 1945.

Au pays, bien des emplois avaient été laissés vacants. Les femmes furent donc appelées par dizaines de milliers à remplir des emplois traditionnellement réservés aux hommes, ce qui laissa prévoir une tendance au travail des femmes à l'extérieur du foyer qui dure encore aujourd'hui. Exhortés par des affiches, le prêtre en chaire et la radio, même les Canadiens les plus jeunes firent leur part : la *Little Happy Gang* de Moose Jaw en Saskatchewan tricota avec ardeur des chaussettes et des mitaines pour les troupes; des jeunes gens des Prairies ramassèrent la machinerie agricole abandonnée pour récupérer le métal qui, fondu, servit à réparer les chars d'assaut brinquebalants. Il y avait assez de travail à abattre et de défis à relever pour tous.

La période de la guerre sur le front civil fut aussi une époque où les Canadiens de régions et d'horizons divers vécurent la profonde souffrance de l'intolérance et de l'affrontement des valeurs : sur la côte Ouest, des milliers de personnes d'origine japonaise, dont nombre d'entre elles étaient nées en sol canadien, furent dépossédées par décret gouvernemental; au Québec, on vit d'amères réactions tant du côté des opposants que de celui des partisans de la litigieuse question de la conscription.



Un facteur d'une région rurale recueillant des objets à recycler en vue de la production industrielle pendant la guerre, vers 1942 en Ontario.

Les Archives nationales du Canada/PA-112898

Pendant que le front civil s'affairait, la guerre continuait à faire ses ravages. Presque tous les Canadiens connurent de près ou de loin la perte d'un être cher. De fait, à la fin de la guerre, environ 42 000 Canadiens étaient morts au combat.

Au pays, on s'efforça d'alléger la solitude des soldats, des marins, des pilotes ou des membres de la marine marchande en leur envoyant des colis et des lettres. À cette époque, de nombreux Canadiens travaillaient de longues heures dans les usines à fabriquer des armes, mais ils trouvaient tout de même le temps d'écrire des lettres ou d'envoyer des colis outre-mer.

La vie civile devint décousue, disloquée et bouleversée par la séparation des familles et les exigences de l'économie de guerre; la plupart des Canadiens surent néanmoins s'adapter. Ils réussirent si bien en fait à s'y faire que le retour à la vie ordinaire à la fin de la guerre fut tout aussi éprouvant.

Ceux qui pensaient que la vie reprendrait son cours normal, toutefois, furent parfois très étonnés de ce qui devint «normal». On peut d'ailleurs prétendre à juste titre que la Seconde Guerre mondiale modifia profondément la structure de la vie canadienne : les types d'emplois des Canadiens, les maisons dans lesquelles ils vécurent, les automobiles qu'ils conduisirent, les programmes de bien-être social créés pour eux, les immigrants qu'ils accueillirent, le rôle inhabituel de leur pays dans les affaires internationales, tout changea. Naturellement, tous ces changements en prirent beaucoup par surprise.

Les attentes d'une paix solide et définitive ne durèrent guère plus longtemps que le Jour de la Victoire sur le Japon, le 15 août 1945. Le monde entra en pleine Guerre froide et avec elle, connut la toute nouvelle peur de l'anéantissement nucléaire qui assombrit les espoirs. Près de 50 ans plus tard, maintenant que la Guerre froide est terminée, les plus jeunes parmi la génération actuelle ont parfois de la difficulté à imaginer la vie à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, dernière guerre où les armes nucléaires n'existaient pas encore pour projeter leur ombre menaçante et constante.

La nécessité de défendre le continent pendant la Seconde Guerre mondiale rapprocha le Canada encore davantage des États-Unis et atténua les liens avec l'empire britannique, empire qui n'est plus maintenant qu'un souvenir.

La guerre sur le front civil canadien et dans les services fut une époque d'une intense mobilisation et d'un engagement de masse, une époque où les Canadiens se sont unis pour défendre une cause commune. Ce ne fut pas la meilleure époque, mais curieusement pas la pire non plus; beaucoup de gens s'en rappellent comme de l'époque la plus palpitante de leur vie, rarement égalée. C'est celle où le Canada et son peuple acquirent une grande maturité, et ce en très peu de temps.



Sur une affiche : Ne laissez pas faire ces saboteurs.
Prenez soin de ce que vous avez!

Les Archives nationales du Canada/C-74140



La veille de la guerre

Pour saisir l'ampleur du changement survenu au Canada par suite de la guerre, il faut comprendre comment était le pays avant qu'elle ne se déclare. Précisons d'abord que même si la Grande Crise des années 30 avait commencé à s'estomper, le taux de chômage demeurait extraordinairement élevé. Le pays venait de vivre une décennie où les nouvelles avaient rarement été bonnes, où elles avaient eu plutôt tendance à empirer. Le commerce mondial avait littéralement disparu et la reprise s'avérait longue et pénible.

Les fermes dans les Prairies s'étaient asséchées et le vent les avait littéralement emportées, et ce depuis 1932. Les conditions de désert de poussière furent aussi difficiles et tragiques au Canada qu'elles le furent pour les habitants de l'Oklahoma qui inspirèrent John Steinbeck dans son célèbre roman *Les raisins de la colère*. Elles ne firent que s'ajouter à une succession de misères économiques que vécurent les agriculteurs à partir du crack boursier qui appauvrit le pays en 1929. Le prix des aliments chuta en proportion directe de la capacité de payer de la population.

La Saskatchewan avait été la région agricole la plus prospère du monde dans

les années 20. Son économie s'appuyait par contre sur une seule culture. Quand le marché du blé s'effondra, 90 p. 100 des revenus des agriculteurs disparurent aussi. Le temps ne fit rien pour arranger les choses et la sécheresse dura dix ans en certains endroits.

Les habitants de la Saskatchewan et du Manitoba furent ébranlés quand les *blizzards noirs*, comme ils les appelaient, se succédèrent, faisant souffler les vents à 90 kilomètres à l'heure, poussant devant eux des tourbillons de poussière et de saleté, occultant littéralement le soleil. Des nuages de sauterelles attaquèrent les cultures qui restaient. La situation peut, en partie, être attribuée aux piètres pratiques agricoles et à l'absence de mesures de conservation, que nous tenons maintenant pour acquises, mais les agriculteurs furent aussi en partie victimes de malchance.

Les familles agricoles découragées qui migrèrent vers les villes partout dans le pays à la recherche d'emplois vinrent s'ajouter aux personnes qui avaient besoin de secours. Les travailleurs en chômage de Winnipeg virent arriver des milliers de familles agricoles sans le sou leur faire concurrence en ville. Les mineurs et les travailleurs forestiers sans

emploi vinrent à leur tour grossir les rangs des sans-emploi de Vancouver. En 1936, on estimait à 1,5 million ou à un quart de la main-d'œuvre active le nombre de chômeurs. Pour compléter ce tableau sombre, ajoutons que l'assurance-chômage n'existait pas encore (on ne l'adopta pas avant 1940).

Le pays traversait à ce moment-là un profond désespoir. La situation semblait si sombre que le gouvernement de l'Alberta n'honora pas les obligations qu'il avait émises et fut ainsi la première province de l'histoire canadienne à le faire.

Le gouvernement fédéral annonça qu'il consacrait 125 millions de dollars pour fournir du travail et du secours, même s'il était évident que la somme n'allait qu'à peine atténuer l'ampleur du problème. Ceux qui obtenaient de l'aide devaient souvent aller vivre dans des camps de secours et peiner à des travaux publics comme la construction d'autoroutes ou de barrages. Un peu plus de 60 000 hommes (il s'agissait en majeure partie d'hommes, les femmes étant considérées comme la responsabilité de leur époux; si elles devaient travailler, on les confinait au travail domestique à un maigre 4 \$ par semaine) vécurent ainsi aux crochets de l'État. Si les gages des femmes semblaient maigres, ils l'étaient encore bien plus pour les travailleurs des camps de secours à qui on donnait 20 cents par jour. Les conditions dans les camps donnèrent lieu à des grèves et à des manifestations à Ottawa.

Les nouvelles faisaient sans cesse état de conflits de travail, d'affrontements entre des syndicats rivaux et on craignait que le communisme ne s'installe. Pendant ce temps, les nouvelles internationales parlaient de la réapparition du militarisme en Allemagne et de la possibilité d'un autre conflit à venir.

Durant cette même période, une folie presque maniaque semblait s'être emparée des Canadiens qui cherchaient peut-être à échapper à la grisaille causée par les problèmes d'outre-mer ou à l'oublier. Neuf femmes, par exemple, obtinrent chacune 75 000 \$ comme «gagnantes» du Concours de la cigogne, lancé par l'excentrique millionnaire Charles V. Millar qui avait choisi de laisser sa fortune à la femme qui aurait le plus d'enfants dans les dix années qui suivraient sa mort. Le monde ne se lassait pas d'entendre parler du moindre détail concernant les jumelles Dionne (nées en 1934) qui signèrent un contrat cinématographique en 1938, pendant que des designers s'empressaient de commercialiser les vêtements que portaient supposément les cinq fillettes de Callender au nord de l'Ontario. À la veille de la guerre, on racontait même qu'une course d'endurance de six jours avait opposé un cheval et un ancien combattant de la Première Guerre mondiale.

D'autres événements sont dignes de mention : la Trans-Canada Airlines (qui allait devenir Air Canada) fit ses premiers vols au pays. Lord Tweedsmuir (aussi connu sous le nom de plume de John Buchan) décerna pour la première fois les prix du Gouverneur général et l'on érigea un monument sur la crête de Vimy pour commémorer le lieu de l'une des plus grandes victoires du Corps canadien et la mémoire des 60 000 Canadiens tombés au combat pendant la Première Guerre mondiale.

La situation politique en Europe se détériorait cependant gravement. Il devint de moins en moins probable que la guerre put être évitée; même le malencontreux espoir dont avait fait état le premier ministre Mackenzie King dans son journal (il y écrivit en 1937 qu'il avait été impressionné par la profonde sincérité et le patriotisme authentique d'Hitler) s'évanouit à l'automne de 1939

quand Hitler envahit la Pologne, ne tenant pas compte de l'ultimatum des Anglais. C'est à ce moment-là que la Grande-Bretagne déclara la guerre, le 3 septembre. Le lendemain, le Canada invoqua la *Loi des mesures de guerre* et appela la milice aux armes. Le premier ministre King dit «qu'il [était] dorénavant évident que les efforts faits pour préserver la paix en Europe ne [donneraient] pas les résultats escomptés.»

Le Canada eut à déplorer son premier mort à la guerre, vers 21 heures le jour de la déclaration de la guerre par la Grande-Bretagne, quand le transatlantique anglais SS *Athenia* quittant Liverpool à destination de Montréal fut torpillé par un sous-marin allemand à quelque 300 kilomètres au

large des *Outer Hebrides*. Ironiquement, bien que le nombre de Canadiennes à participer et à mourir au combat a été assez restreint, il s'agissait ici de Hannah Baird, une passagère de Québec, devenant ainsi la première personne au Canada à mourir à la guerre.

Une semaine plus tard, le Parlement canadien, dans un vote qui n'a pas été consigné, fit une déclaration indépendante de guerre (en 1914, le Canada était entré en guerre simplement parce que les Anglais l'avaient fait; on avait présumé que la déclaration de guerre de l'Angleterre valait aussi pour le Canada). Ce fut la première fois — et jusqu'à maintenant la seule — où le Canada fit une telle déclaration.



La guerre au pays

Le premier automne et hiver (1939-1940), le monde vécut ce qu'on appela la drôle de guerre tandis qu'il attendait de voir ce qu'Hitler et Mussolini feraient après l'invasion de la Pologne. L'atmosphère était à l'inquiétude et le gouvernement du premier ministre Mackenzie King parlait de la responsabilité limitée d'un pays qui n'était pas une grande puissance et qui était loin des champs de bataille de l'Europe et, un peu plus tard, de l'Asie.

Les premiers convois de marchandises partirent pour l'Angleterre en moins de quelques semaines et le détachement d'avant-garde des officiers canadiens débarqua en Grande-Bretagne pour préparer la voie au corps expéditionnaire qui, selon toute vraisemblance, allait suivre. Le Canada avait cependant laissé ses forces armées s'étioler après la Première Guerre mondiale. En 1938, il ne restait plus que 4 500 hommes et 7 femmes dans l'armée permanente et ils étaient mal équipés. La Marine royale canadienne comptait sept vieux destroyers, quelques navires de patrouille côtière et moins de 2 000 officiers et marins. Même si le Corps d'aviation royal canadien commençait à connaître une certaine expansion, il n'existait pour ainsi dire pas.

Le pays ne possédait qu'une seule usine de munitions et les chantiers maritimes canadiens n'avaient pas construit de nouveau navire marchand depuis 20 ans. L'industrie canadienne de l'aviation était de si faible envergure qu'on a dit qu'elle ne produisait que quelques «machines de ficelles et de baguettes» — des aéronefs d'entraînement démodés que le pays avait fournis à la Grande-Bretagne.

La plupart des Canadiens appuyaient toutefois l'effort de guerre et la prudence évidente de King. Ils en firent la preuve au printemps de 1940 en lui donnant une éclatante victoire aux élections, créant ainsi finalement un gouvernement de guerre majoritaire. Le premier ministre réélu déclara qu'il était fier d'avoir montré à l'empire britannique qu'«il était possible de faire des élections sans entraver l'effort de guerre d'un pays uni». C'était un peu de la bravade parce qu'il savait pertinemment que la guerre ne faisait pas l'unanimité, au Québec tout particulièrement. Il faut être honnête à l'égard de King : il était clair qu'il se souvenait du massacre des Canadiens dans les tranchées de la Première Guerre mondiale dans des endroits comme Vimy, la Somme et

Passchendaele¹ et qu'il était peu enthousiaste à l'idée de livrer la génération suivante de soldats canadiens au même sort.

L'accalmie de la drôle de guerre prit fin en avril et en mai 1940 avec l'invasion du Danemark, de la Norvège, de la Belgique et de la Hollande par les Allemands. En six semaines, le *blitzkrieg* mena l'armée anglaise (et une brigade de la première division canadienne qui avait débarqué en Bretagne pour appuyer l'armée anglaise) hors du continent. La France rendit les armes. Même si 338 000 troupes anglaises, françaises et belges furent presque miraculeusement épargnées sur la plage de Dunkerque, d'énormes quantités d'armes et d'équipement lourd se perdirent et les perspectives s'assombrirent quand les avions allemands commencèrent à bombarder des cibles anglaises.

La crise du printemps et de l'été de 1940 galvanisa les Canadiens. On posait maintenant des questions auparavant impensables : «Qu'arrivera-t-il si la Grande-Bretagne tombe aux mains de l'ennemi? Le Canada pourra-t-il se sauver? On abandonna l'idée d'une «responsabilité limitée» en faveur d'une mobilisation totale de la nation.

L'Acte de mobilisation des ressources nationales obligea les jeunes gens au service militaire **au Canada seulement**. En d'autres mots, on pouvait forcer les jeunes à s'engager dans l'armée, mais on ne pouvait pas les obliger à se battre. On n'avait pas encore le

courage d'affronter la question litigieuse de la conscription. On protesta peu au Québec, ce qui est remarquable, parce qu'il semblait exister un besoin réel de défendre le sol canadien. Le gouvernement avait aussi montré qu'il était capable de sévérité en faisant emprisonner en août 1940, pendant toute la durée de la guerre, le maire de Montréal, Camillien Houde, qui avait incité les Québécois à ne pas répondre à l'appel.

En octobre 1940, 30 000 hommes avaient reçu un bref entraînement militaire, dans l'espoir sincère qu'un grand nombre d'entre eux se porteraient volontaires pour le combat. En fait, le Canada avait deux armées : l'une qui s'était immédiatement portée volontaire, en très grand nombre, pour se rendre outre-mer; et l'autre qui se composait de conscrits qu'on appelait l'«armée de défense nationale». On les surnomma les zombis (d'après le nom qu'on donne aux morts-vivants dans les films d'horreur) et on ne pouvait les forcer à servir ailleurs qu'au Canada (et plus tard en Alaska et aux Antilles). Au plus fort de la guerre, en 1943, le nombre de conscrits atteignait 69 299 soldats comparativement aux 410 355 qui s'étaient portés volontaires.

Le tableau de la page suivante illustre la croissance de l'armée canadienne durant la guerre (en 1944, le nombre de femmes dans l'armée, toutes volontaires, avait atteint le chiffre record de 16 581, soit environ 3,4 p. 100 des totaux indiqués dans le tableau.

¹ Il s'agit de champs de bataille en France et en Belgique où les Canadiens se sont distingués au combat. Il y eut beaucoup de morts et de blessés car ces champs furent bombardés sans arrêt. Entre les tranchées, la terre était devenue un véritable marécage de boue. Par exemple, à la crête de Vimy, maintenant l'endroit où se trouve l'un de nos plus importants monuments de guerre en Europe, 3 600 soldats canadiens furent tués parmi plus de 10 000 blessés, et ce en cinq jours de combat, soit du 9 au 14 avril 1917. Au cours des dernières batailles de la guerre, à la fin de 1917 et de 1918, plus de 30 000 Canadiens avaient été blessés ou tués.

Fin de l'année	Volontaires	Conscrits	TOTAL	% d'augmentation
1939	63 476		63 476	
1940	117 810		117 810	85
1941	258 166	16 647	274 813	133
1942	364 552	55 840	420 392	52
1943	410 355	69 299	479 654	14
1944	428 155	63 769	491 924	2,6
1945	261 265	40 843	302 108	(38,6)
1946	29 988	1 054	31 042	

Source : C. P. Stacey, *Six Years of War*

Il était certes compliqué de constituer une armée, mais il était encore plus compliqué de lui fournir tout ce dont elle avait besoin, des vêtements aux munitions, et d'en faire presque autant pour la Grande-Bretagne. Clarence Decatur (C.D.) Howe fut nommé ministre des Munitions et des Approvisionnements et mandaté par le premier ministre de superviser l'effort de production de guerre pour que le Canada — où le secteur de la fabrication représentait moins du tiers de tous les salaires versés au début de la guerre — devienne un «arsenal de la démocratie».

Sous la férule autoritaire de Howe, le Canada allait devenir le quatrième producteur en importance de produits de guerre pour les Alliés. Par habitant, selon les statistiques utilisées, le Canada en vint à être le premier producteur. On expédia environ les deux tiers de la production aux forces anglaises et américaines et le tiers à l'armée canadienne.

Howe était né en Nouvelle-Angleterre et avait reçu une formation d'ingénieur au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il enseigna au MIT et à

l'Université Dalhousie de Halifax et après avoir obtenu sa citoyenneté canadienne, il fit fortune comme l'un des principaux constructeurs de silos à grain dans l'Ouest canadien. Il se présenta aux élections fédérales et devint, sous le gouvernement de King, ministre des Chemins de fer et des Canaux et ministre de la Marine (qu'il s'empressa d'ailleurs, dans un geste caractéristique, de fondre en un seul superministère, celui des Transports) au gouvernement de King. C'est lui qui réorganisa les Chemins de fer nationaux, créa le Conseil des ports nationaux et qui lança la Trans-Canada Airlines. Sous son ministère, on créa la Société Radio-Canada. Toutes ces réalisations ne furent qu'un simple prélude à ses nouvelles fonctions qui lui donnèrent un immense pouvoir discrétionnaire. Appuyé par une puissante *Loi sur les munitions et les approvisionnements*, qui donna à son ministère le droit de faire à peu près tout ce qu'il jugeait nécessaire pour produire des munitions, et la *Loi sur les mesures de guerre*, dont le Règlement faisait passer à Ottawa la mainmise qu'exerçaient les provinces sur les ressources. Howe fut nerveusement surnommé le ministre de Tout.

Il s'entoura de bénévoles «à un dollar par année», qui furent en fait payés pendant toute la guerre par les entreprises civiles où Howe était allé les chercher. Il leur laissa une grande latitude. L'époque commandait et le Canada avait accepté la nécessité d'une intervention gouvernementale centralisée forte dans l'économie.

Parmi ces «hommes à un dollar par année», il y avait le magnat du bois de la Colombie-Britannique, H. R. MacMillan (dont le nom se retrouve encore aujourd'hui dans l'appellation de la multinationale MacMillan Bloedel), qui exerçait les fonctions de contrôleur de l'exploitation forestière, et Hugh Scully, commissaire aux Douanes, qui devint le chef suprême de l'industrie de l'acier. Tout ce que Howe leur demanda fut «de prendre les choses en main».

Dans une mesure typique de cette volonté de «prise en charge», Scully conseilla fortement Stelco, Dofasco et Algoma Steel de geler leurs prix pour la durée de la guerre : il leur laissa entendre qu'il était en mesure d'aider les entreprises qui coopéreraient puisqu'il avait la main haute sur leur approvisionnement. Les entreprises comprirent la menace voilée et se plièrent à ses exigences.

À la suggestion d'un de ses «hommes à un dollar par année», Gordon Scott, ancien trésorier du Québec, puis banquier à Montréal, le ministère commença à créer des sociétés d'État secrètes pour acheter des fournitures sans provoquer une escalade des prix.

L'un des problèmes les plus épineux qu'Howe avait à résoudre était celui d'amener les Anglais à passer des commandes, à préciser ce qu'ils souhaitaient voir les Canadiens fabriquer. On soupçonnait, à assez juste titre d'ailleurs, que les fabricants anglais, même avec le blitz, ne voulaient pas de sources concurrentielles d'approvisionnement au Canada. Pour mieux s'entendre avec eux, Howe

s'embarqua pour Londres, mais son navire fut torpillé et coulé en route. Les heures passées dans un radeau de sauvetage (et sans nul doute la mort de Gordon Scott qui l'avait accompagné) semblèrent le convaincre encore plus d'agir. En janvier 1941, il revint au Canada sur un navire de guerre avec Lord Halifax, le nouvel ambassadeur à Washington. Il apportait une liste claire des besoins militaires pour les deux années suivantes et il était déterminé à exécuter la commande.

Pour ne pas avoir à faire intervenir le Parlement, il prescrivait des décrets pour lesquels les députés n'avaient pas à voter. Pendant la durée de la guerre, il prescrivit 90 000 décrets de ce genre. Quand on lui demanda quels étaient les coûts et comment le Canada, ou la Grande-Bretagne d'ailleurs, allait payer ces marchandises, Howe répondit simplement qu'on en aurait besoin avant la fin de la guerre. «Si nous perdons la guerre, rien n'aura plus d'importance... et si nous la gagnons, le coût n'aura pas non plus d'importance et on l'aura oublié».

En moins d'un an et demi, soit au printemps 1941, une économie canadienne florissante avait produit 135 000 véhicules militaires, 100 corvettes (petites et faciles à manoeuvrer) et bâtiments dragueurs ainsi que 350 navires côtiers de moindre taille. Il n'y avait plus seulement une usine de munitions, il y en avait dorénavant 16.

On confia la majeure partie de la fabrication des munitions à des entreprises du secteur privé qui se réoutillèrent pour produire des articles qui ne ressemblaient que très vaguement à ce qu'elles fabriquaient en temps de paix. General Motors de Regina, par exemple, fabriqua des canons navals et John Inglis Company usina et monta des pièces de canon Bren sur ce qui avait été une chaîne de montage de machines à laver.



Une fille exerçant le métier de soudeur à l'usine qui fabriquait les fusils Bren, la John Inglis Co. à Toronto (Ontario).

Les Archives nationales du Canada/C-7481

La National Steel Car Corporation de Malton (Ontario) fut rebaptisée Victory Aircraft et commença à produire des bombardiers Lancaster dans ses immenses hangars. La Canadian Car Company and Foundry de Fort William (qui fait maintenant partie de Thunder Bay en Ontario) fut réoutillée pour construire les avions de patrouille et les avions de bombardement en piqué. C'est cette même entreprise qui embaucha Elsie McGill, première ingénieure en aéronautique au Canada.

On créa la Société Polymer, société d'État chargée de produire du caoutchouc synthétique, quand il ne fut plus possible, lorsque les Japonais prirent Singapour en février 1942, de se procurer du caoutchouc naturel. En 18 mois, Polymer fit son premier caoutchouc. L'entreprise devint par

la suite Polysar Limitée de Sarnia, entreprise de premier plan de l'industrie pétrochimique canadienne moderne.

Howe expropria en 1944 toutes les parts d'une petite compagnie minière peu connue, l'Eldorado Mining and Refining, et refusa d'expliquer pourquoi. La raison s'imposa d'elle-même quand la bombe atomique explosa : l'Eldorado était une mine d'uranium et c'est ainsi, par l'entremise de cette nouvelle société d'État, que le Canada contribua au désormais célèbre projet Manhattan, nom donné au programme par lequel les premières bombes atomiques allaient être mises au point aux États-Unis.

L'ampleur de ce qui fut accompli et son incidence sur les emplois fut stupéfiant. Dans les deux années qui suivirent le retour de C. D. Howe de Londres avec sa

liste de besoins militaires, son ministère octroya 700 000 contrats d'une valeur de trois milliards de dollars, pour la production de toutes sortes d'articles, des chars d'assaut aux bottes d'armée.

À la fin de la guerre, les travailleurs canadiens avaient produit dans les usines de tout le pays (liste tirée de l'histoire officielle du ministère des Munitions et des Approvisionnements) :

- 16 000 aéronefs
- 741 navires pour la Marine (sans compter les 3 302 engins de débarquement)
- 410 navires marchands
- 800 000 véhicules de transport (sans compter les Jeep américains qui ont été importés, démontés et expédiés de Kitchener (Ontario))
- 50 000 chars d'assaut de toutes sortes
- plus de 148 000 canons de gros calibre
- deux millions de tonnes de produits chimiques et d'explosifs
- 133 millions d'obus
- cinq milliards de cartouches pour armes de poing
- des uniformes et des provisions pour l'ensemble des forces armées.

En 1943, en Colombie-Britannique, la construction maritime vint au premier rang des grandes industries, éclipsant l'exploitation forestière, car les chantiers de Vancouver construisaient un nouveau navire marchand de mer tous les deux jours. En 1939, les 14 chantiers maritimes du Canada et les 15 usines de fabrication de bateaux n'employaient que 3 400 personnes et s'affairaient surtout aux radoubs. En octobre 1944, 80 000 hommes et femmes travaillaient dans 90 chantiers maritimes.

La production annuelle de l'acier doubla. Près de la ville de Steep Rock Lake, au nord-ouest de l'Ontario, on détourna le lit de la rivière Seine et des milliers de travailleurs peinèrent pour drainer une partie du lac, enlever

une couche de 115 mètres de sédiment glaciaire sur le fond pour atteindre les lits incroyablement riches en minerai de fer. La tâche qui consistait à enlever 70 millions de mètres cubes de matériau fut plus gigantesque que la construction du canal de Panama.

En 1942, les usines d'automobiles passèrent à la production de guerre exclusivement et les travailleurs de l'automobile produisirent à eux seuls environ le quart de toutes les munitions fabriquées au Canada.

De toutes nouvelles alumineries produisirent plus du précieux métal pour les aéronefs au Canada qu'il ne s'en était produit dans le monde entier avant la guerre. Le projet de production de 717 000 kilowatts à Shipshaw sur la rivière Saguenay au Québec fut achevé en hiver : on modifia le cours de la rivière pour répondre aux exigences de la Compagnie d'aluminium du Canada, mieux connue de nos jours sous le nom de Alcan.

Il fallait payer tout cela et évidemment, comme le dit crûment un diplomate anglais : « Chers amis, nous sommes fauchés. Nous avons besoin de votre argent ».

Depuis toujours, le Canada réalisait un excédent commercial avec la Grande-Bretagne et il s'en servait pour combler le déficit commercial avec les États-Unis. Le Canada, qui importait alors des pièces d'aéronefs, des machines-outils et des matières premières des États-Unis pour fabriquer les armes à expédier outre-mer, constata que la Grande-Bretagne n'était pas capable de payer. De plus, les États-Unis conclurent un accord « prêt-bail » avec la Grande-Bretagne, dans lequel ils échangeaient des marchandises contre des bases et d'autres terrains. Pourquoi, dans ces conditions, la Grande-Bretagne devrait-elle payer le Canada? Toute l'économie canadienne s'en trouva menacée.



L'Université McGill envoie 440 étudiants faire la moisson en Saskatchewan pour suppléer au manque de main-d'œuvre que la province connaissait à ce moment-là.

Les Archives nationales du Canada/PA-108360

Le président Franklin Delano Roosevelt et le premier ministre King trouvèrent une solution et convinrent que les États-Unis achèteraient autant de marchandises du Canada que ce dernier achetait des États-Unis pour fabriquer des munitions pour la Grande-Bretagne. En outre, les États-Unis acceptèrent de compter les expéditions du Canada en Grande-Bretagne dans le compte de cette dernière en vertu de l'accord prêt-bail. Évidemment, l'endettement de la Grande-Bretagne s'accrut. Il en résulta aussi un resserrement des liens entre le Canada et les États-Unis.²

Le ministère des Munitions et des Approvisionnements ne put s'enorgueillir d'avoir amélioré les conditions atmosphériques, mais en même temps que l'essor du secteur industriel, l'agriculture connut une période de prospérité. Ironiquement, juste au moment où le temps et la demande coïncidaient pour favoriser des récoltes exceptionnelles, les agriculteurs virent leurs fils, leurs filles et les travailleurs agricoles partir au combat. En mars 1942, les agriculteurs et leurs fils furent exemptés du service militaire obligatoire, mais l'enthousiasme était

² Une fois les accords conclus avec les États-Unis, le Canada put se montrer très généreux à l'endroit de la Grande-Bretagne et lui accorda en tout 3,5 milliards d'aide pendant la guerre, dont un cadeau d'un milliard de dollars en janvier 1942.

si grand qu'un bon nombre de jeunes s'étaient portés volontaires. Il fallut donc demander aux étudiants des collèges cet été-là de se rendre de toute urgence dans l'Ouest pour aider à la récolte de 1,2 milliard de boisseaux.

Les scientifiques canadiens, au Conseil national de recherches ou ailleurs, contribuèrent aussi par de nouvelles réalisations comme de meilleurs

appareils de réfrigération à bord des navires, des radars améliorés, de meilleures fusées de bombe et même du lave-vitre antibrouillard pour les pare-brise et des dégivreurs pour les hélices des avions. Après Pearl Harbour, les scientifiques canadiens se rendirent au MIT pour aider les États-Unis à mettre sur pied son propre programme de radar.



Les mains à la pâte

Rien ne pouvait atténuer la peine qu'éprouvaient ceux qui n'avaient pas quitté le pays et qui apprenaient la mort des soldats sur la ligne de feu. Au pays, on ne pouvait s'empêcher d'appréhender les mauvaises nouvelles.

Certaines collectivités furent plus éprouvées que d'autres : Winnipeg vécut la double tragédie des 139 Grenadiers de Winnipeg tués en 1941 lors de la chute de Hong Kong; puis en 1942, 60 Cameron Highlanders furent tués, 103 furent blessés et 167 faits prisonniers à Dieppe.

En plus de cette tragédie, il fallait continuer à travailler pour assurer la victoire. Il y avait beaucoup d'emplois bien rémunérés aussi. Il n'était pas rare de gagner de 80 à 90 \$ par mois. Pareille somme a sûrement semblé une fortune pour un ouvrier agricole des Prairies venu travailler à l'emballage de la cordite sur la chaîne de montage des explosifs des Defence Industries Limited (DIL) dans la ville qu'on nomme maintenant Ajax (Ontario)³.

Même si les hommes étaient encore plus nombreux que les femmes sur le

marché du travail, de plus en plus de jeunes hommes aptes quittaient le marché du travail au profit du service militaire. Il devint donc évident qu'il fallait recruter les femmes pour des emplois traditionnellement réservés aux hommes. Très vite, à partir de 1942, on inscrivit toutes les femmes de 20 à 24 ans en vue d'un emploi. Un programme de formation fit de 20 000 femmes, à la fin de 1942, des préposées à la révision des aéronefs, des ouvrières métallurgistes, des soudeuses et des monteuses de radio. Le salaire d'une travailleuse dans l'aviation se situait en moyenne à 79 cents de l'heure, ce qui était presque égal au salaire d'un homme remplissant les mêmes fonctions.

À la fin de la guerre, près d'un million de femmes travaillaient dans les usines de guerre et les usines civiles et elles étaient parfaitement conscientes de l'importance et de la nécessité de leur rôle. Elles conduisirent des tramways, travaillèrent comme pompistes, embouteillèrent de la bière, firent à peu près tous les emplois qui s'offraient à elles. Elles s'occupèrent de graisser

³ Defence Industries Limited était pratiquement une «ville» de la défense avec ses 9 000 travailleurs, la plupart des femmes, qui vivaient en grande partie dans les baraquements fournis par l'entreprise, deux par chambre.



Usine produisant des munitions à Ajax (Ontario), pendant la Seconde Guerre mondiale.

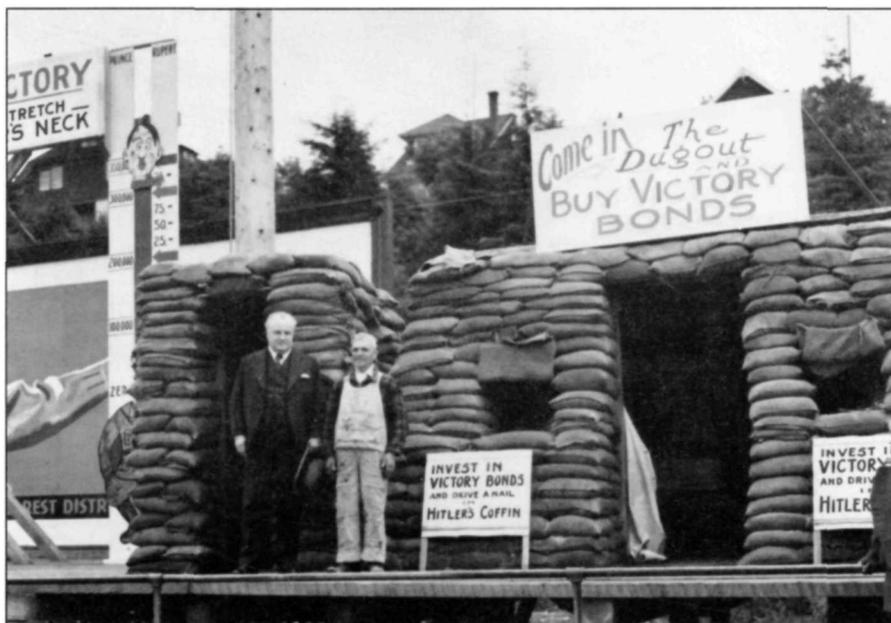
Les Archives nationales du Canada/RD-823

les moteurs dans les chantiers du CN à Toronto, elles usinèrent des pièces pour les fusils-mitrailleurs Bren ou pressèrent en place le tissu sur les ailes des avions. Ces femmes étaient très fières, non seulement de participer à l'effort de guerre, mais de montrer qu'elles pouvaient faire n'importe quoi, et bien le faire.

«Retrousses vos manches pour assurer la victoire!», clamait l'une des nombreuses affiches de recrutement des femmes pour les emplois de guerre. Il devint courant que les cinémas offrent des programmes en matinée aux travailleuses qui rentraient d'une nuit de travail. Les concours de Miss travailleuse de guerre mirent à l'honneur «Rosie the Riveter» (surnom qui vient en fait d'une chanson en vogue aux États-Unis) et les revues populaires présentaient des images séduisantes de travailleuses revêtues de l'uniforme

typique des travailleuses des usines de munitions, les cheveux retenus dans des foulards.

Le déplacement des travailleurs vers les emplois offerts dans les villes provoqua une pénurie de logements qui en désespéra plus d'un et fit apparaître des notes d'humour parfois lugubre (sans le vouloir) : à preuve cette annonce parue dans un journal d'Ottawa : «Avez-vous déjà vécu pendant six mois avec votre belle-mère? Officier de l'armée et son épouse cherchent à s'évader dans un petit appartement central.» En dépit de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre qui prit de sérieuses mesures et qui réussit à atteindre une remarquable stabilité des prix, il fallut déployer plus d'efforts pour limiter la hausse des loyers. Des tribunaux d'appel spéciaux furent créés pour résoudre les litiges de ceux qui s'estimaient escroqués.



Campagne de publicité de 1941 pour les Bons de la Victoire à Prince Rupert (Colombie-Britannique).

Les Archives nationales du Canada/PA-95708

Loin de l'action, les Canadiens ne se sentaient en général pas menacés physiquement, même si, sur la côte Ouest, après l'attaque de Pearl Harbour, des gens barricadèrent leurs fenêtres en prévision d'attaques aériennes et des volontaires firent le guet des avions. En fait, la seule attaque directe en sol canadien se produisit le 21 juin 1942 quand un sous-marin japonais fit surface et lança 20 obus sur une station TSF d'Estevan Point, à mi-chemin de la côte ouest de l'île de Vancouver. On ne

déplora que des dommages superficiels et aucun blessé⁴.

Tout le monde voulait, à sa manière, aider à gagner la guerre en Europe, maintenant surtout que la prospérité était revenue et que les emplois et l'argent abondaient (ce qui contrastait considérablement avec le découragement et la pauvreté de la Dépression)⁵. Les bons de la Victoire faisaient partie des moyens tangibles. La tendance célèbre des Canadiens à

⁴ La première action ennemie dans les eaux intérieures canadiennes s'était produite quelque six semaines plus tôt, quand deux cargos furent torpillés par des sous-marins allemands dans le golfe du Saint-Laurent, tuant 14 membres de l'équipage.

⁵ La capacité de payer des impôts témoignait de cette prospérité (ces derniers avaient été imposés durant la Première Guerre mondiale comme mesure de guerre «temporaire», qui n'a jamais depuis été annulée) et vers le milieu de la guerre, un célibataire versait environ le quart de son revenu en impôts et en économies forcées. Les travailleurs étaient aussi plus nombreux à disposer d'un revenu imposable. Entre 1939 et 1942, le nombre de salariés passa de 2,2 millions à 3,1 millions de personnes (augmentation de 41 p. 100).

épargner se manifesta quand le gouvernement émit à renfort de publicité une série d'obligations. Qu'il s'agisse d'enfants qui épargnaient 16 timbres de la Victoire sur une carte pour acheter une obligation de 4 \$ (qui au bout de 7 1/2 ans rapportait 5 \$) ou d'une piste de course de Toronto qui payait les gagnants en certificats, ou encore des généreux donateurs qui remplissaient les bas de Noël d'obligations, les Canadiens versèrent la somme fabuleuse de **8,8 milliards de dollars** pour l'effort de guerre⁶.

Dans les régions rurales et les petites villes canadiennes, des milliers de femmes mirent leurs talents au profit de l'effort de guerre. Une femme de Clive en Alberta s'employa à tricoter un chandail et deux paires de chaussettes à chaque citoyen de Clive qui s'enrôlait dans l'armée. À la fin de 1943, elle avait tricoté 64 chandails et 128 paires de chaussettes.

Même si une femme ne travaillait pas dans une usine, elle était très souvent seule pour répondre aux exigences de sa famille devenue monoparentale avec le départ du mari au front. Elle cultivait un potager de la Victoire dans sa cour et travaillait probablement quelques heures au potager communautaire à proximité de chez elle, faisant pousser des légumes difficiles à trouver et en faisant des conserves. Elle et ses enfants s'enorgueillissaient de leur participation aux campagnes de récupération, de l'expédition de tonnes de vêtements usagés outre-mer, économisant le moindre bout de papier journal, de torchon et de papier d'aluminium.

«De la poêle à frire jusqu'à la ligne de feu» lisait-on sur une annonce de la division de la récupération du ministère des Services nationaux de guerre. «GARDEZ TOUTE LA GRAISSE ET LES OS». On incitait les ménagères à porter un livre ou plus de gras au boucher ou au comité de récupération municipal de la localité qui, en échange, leur remettait des coupons de rationnement. «Travaillez aux munitions dans votre propre cuisine», leur disait-on, expliquant que le gras servait à la fabrication de glycérine qui, elle, entrait dans la fabrication des explosifs puissants qui coulaient les sous-marins.

Winnipeg fut l'une des nombreuses villes canadiennes où l'effort des bénévoles fut bien orchestré. Le bureau central des bénévoles occupait 10 000 femmes qui s'affairaient notamment à diriger une énorme opération de récupération qui fit des recettes de 378 359 \$ et un bénéfice de 112 847 \$ qu'elles réinvestirent dans les cantines, distribuant des laissez-passer pour des films et assurant l'accueil des militaires affectés au Commonwealth Air Training Plan⁷.

Comme de nombreux militaires, hommes et femmes, étaient en entraînement, souvent loin de leur foyer, les bénévoles essayaient de leur procurer quelques douceurs et de leur prêter une oreille attentive. Harold Sutherland écrivit dans la revue *Saturday Night* sur la Cantine du service actif dirigé par des bénévoles de la rue Adelaide est à Toronto :

⁶ Une femme de la Nouvelle-Écosse mit près de deux ans à amasser les 10 000 sous noirs qui lui permirent d'acheter une obligation.

⁷ Loin du champ de bataille de l'Europe, le Canada fut choisi pour assurer la formation des pilotes des pays alliés. Le British Commonwealth Air Training Plan devint un facteur décisif dans l'obtention de la suprématie aérienne en France et en Allemagne : 132 000 pilotes, viseurs de lance-bombes, navigateurs et opérateurs de radio TSF y furent formés et représentèrent 45 p. 100 de toutes les escadrilles du Commonwealth. La RCAF envoya à elle seule 72 835 recrues dans le cadre de ce plan. En l'espace de quelques mois, à partir de terrains boisés, une centaine de pistes d'atterrissage d'entraînement furent créées d'un océan à l'autre, de même que des hangars préfabriqués et tout l'appareillage de soutien. Le coût du projet s'éleva à 1,28 milliard de dollars.

(...) si vous avez faim, on vous nourrira; si vous vous sentez seul, on vous parlera; si vous voulez jouer au ping-pong ou aux cartes, vous trouverez des joueurs; si vous préférez la danse, on dansera avec vous. Si vous avez un paquet à emballer, on le fera pour vous; si vous voulez vous raser ou cirer vos chaussures, on vous donnera le nécessaire. On coudra même un bouton sur vos pantalons. Vous devez cependant être un soldat ou un aviateur.

L'un des aspects de la vie dont on se souvient avec le moins de plaisir sur le front civil est le rationnement d'abord imposé sur l'essence en avril 1942 par l'entremise de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre. Le rationnement ne fut jamais aussi draconien ni austère qu'en Grande-Bretagne⁸. La ration hebdomadaire de viande n'atteignit jamais moins d'une livre et demie par personne, par exemple. Il ne fallut guère de temps pour que la liste s'allonge et n'englobe le café, le thé, le beurre, les boissons alcoolisées (bière, whisky et vin). Les livrets de coupons de rationnement signifiaient qu'il fallait planifier longtemps d'avance les courses à faire. Il y avait 11 millions de livrets de coupons en circulation. Il fallait les détacher en présence des commis des magasins. Bien qu'il y ait toujours eu des histoires de gens qui ont dérogé aux règles ou qui les ont contournées, les Canadiens ont en général suivi les règlements parfois compliqués et contradictoires à la lettre et fait des petites économies et de la parcimonie un art et un objet de foi. On attendait des enfants qu'ils se contentent des «Canadian Whites», des livres de bandes dessinées en noir et blanc, produits

au pays pour remplacer les bandes dessinées en quadrichromie produites aux États-Unis et bannies par les restrictions du temps de guerre. Il ne s'agissait pas simplement d'économiser et de se plier à la règle, chacun devait se faire un devoir patriotique d'extirper jusqu'à la dernière goutte du tube de dentifrice, puis de le remettre vide pour en obtenir un nouveau.

«N'ACHETEZ PAS AU-DELÀ DE VOS BESOINS» pouvait-on lire sur les affiches qui renseignaient sur ce qu'il fallait savoir et faire au sujet du rationnement du sucre. Certains restaurants affichaient des avis : «*Sucrez moins et agitez énergiquement. Le bruit ne nous incommodé pas*». (On servait aussi des repas maigres le mardi et le vendredi.) La famille qui voulait faire un gâteau de noces avait fort à faire pour réunir tous les ingrédients voulus.

La pénurie d'essence et de pièces automobiles aggravée par la production de guerre à plein régime dans les usines après 1942, obligea les Canadiens à marcher, à rouler à bicyclette ou à faire du co-voiturage pour se déplacer. «Chaque jour un gallon pour empêcher Hitler d'approcher», disait-on à l'époque. La consommation des conducteurs de voitures qui n'étaient pas essentielles était restreinte à 545 litres d'essence par année, assez pour rouler peut-être 3 200 kilomètres⁹. Les pneus étaient précieux parce qu'on ne pouvait les remplacer s'ils devenaient trop usés. Une entreprise vendit même un produit dans lequel on trempait les pneus pour les garder «jeunes, élastiques et résistants». Les conducteurs apprirent à conduire et à accélérer prudemment, à tirer le maximum de l'essence dont ils disposaient. Il devint courant (bien que

⁸ On n'avait pas cru le rationnement nécessaire pendant les huit premiers mois de la guerre parce que l'économie fonctionnait encore bien en-deça de sa capacité.

⁹ La situation faisait même l'objet de blagues : un bande dessinée publiée à l'époque montrait un père qui disait à son fils : «Puis-je avoir la bicyclette ce soir?»



Affiche sur le rationnement dans une vitrine «Un citoyen loyal n'amasse pas de réserves».

Les Archives nationales du Canada/PA-108300

dangereux) de fermer le moteur pour laisser descendre son véhicule au point mort dans les côtes.

Les publicitaires firent aussi leur part et mêlèrent à leurs messages commerciaux des conseils édifiants sur l'économie et le soutien des troupes.

Parker Pen avaient des pages entières d'annonces sur les soldats nostalgiques qui attendaient une lettre écrite, on le suppose, avec une plume Parker, peut-

être sur du papier de la victoire, sorte de papier à lettres miniature. Le courrier expédié ou reçu était soumis à la censure et on trouvait très acceptable qu'une lettre de l'étranger arrive recollée avec du ruban adhésif et estampillée de la mention «ouvert par le censeur», avec des portions noircies ou découpées.

«Épargnez l'essence pour les forces armées, nettoyez-bien vos bougies Champion», clamait une autre annonce.

La compagnie Westclox de Peterborough faisait paraître des annonces informant ses clients qu'elle s'était convertie à la production de guerre et qu'ils devaient maintenant prendre un soin jaloux de leur réveil-matin, irremplaçable pour le moment. «Prenez bien soin de votre Baby Ben!» pouvait-on lire.

Composer avec les pénuries et le rationnement pouvait toujours aller, mais on aimait beaucoup moins voir la guerre imposer la mode aux hommes et aux femmes. Les règlements sur la mode commencèrent non seulement par limiter les tissus qu'on pouvait se procurer (la soie, par exemple, ne fut plus importée après le milieu de l'année 1941), mais aussi la coupe et le patron, ainsi que la longueur des ourlets. Les jupes ne devaient pas dépasser 76 centimètres, bande de taille comprise pour une taille 16 ans. Il ne devait pas y avoir de «tissu par-dessus du tissu», donc pas de revers pour les poches, ni de revers de pantalon, ni de vestons à double boutonnage, ni d'empiècements doubles, une seule pochette de poitrine, etc.

La journaliste de mode Thelma Lecocq du *Maclean's* écrivit : «Le mot *manufacturier*... englobe chacune des femmes qui fabrique ses propres vêtements, et si elle y coud plus de neuf boutons ou un ourlet de plus de deux pouces, elle enfreint la loi¹⁰.»

La radio devint une source capitale d'information avidement recherchée sur l'évolution de la guerre et chaque soir, vers 22 h, les familles se réunissaient autour du poste pour entendre les nouvelles à Radio-Canada, soit au réseau anglais où Lorne Greene lisait les nouvelles de sa voix caverneuse (il

devint par la suite le «Pa Cartwright» de la série télévisée *Ponderosa* dans les années 60), soit au réseau français. La radio était aussi la source principale de divertissement avec des émissions en provenance des États-Unis comme «Fibber McGee and Molly» ou «Ma Perkins» et des émissions canadiennes comme «Les joyeux troubadours» (Toc. Toc. «Qui est là?». «Les joyeux troubadours». Mais entrez voyons!). D'autres émissions comme «Hier, Aujourd'hui et Demain», «Jeunesse dorée», «le Père Jovial» et «La fiancée du commando» mêlaient sentiment et propagande appelant au courage. Johnny Wayne et Frank Shuster se firent d'abord connaître comme animateurs d'un spectacle de l'armée (diffusé à la radio et présenté en tournée outre-mer) et dans des émissions, vers la fin de la guerre, qui avaient pour but de remonter le moral des femmes.

Elles n'eurent pas besoin de cette aide très longtemps toutefois, car les Alliés étaient sur le point de gagner la guerre. Le gouvernement savait déjà, quelques mois après le jour J, le 6 juin 1944, que les problèmes d'approvisionnement de matériel de guerre étaient bel et bien terminés et qu'il faudrait bientôt s'activer à démanteler la machine de guerre. C.D. Howe d'ailleurs avait eu du temps pour y réfléchir. Il se nomma lui-même à la tête du nouveau ministère de la Reconstruction en octobre 1944. Même avant le jour de la Victoire (victoire en Europe), le 8 mai 1945, le ministère de Howe avait mis fin à certains contrats et payé les fournisseurs.

Certains prophètes de malheur avaient prédit un effondrement massif de l'économie quand les emplois du temps

¹⁰ Des jeunes se rebellèrent contre les règlements sur la mode, ce qui provoqua en 1943 un engouement bref et cinglé pour les «costumes zazou». Les jeunes gens en particulier se mirent à porter des vestes très longues avec des revers exagérément grands, avec des pantalons bouffants, à plis ou drapés. Leur révolte provoqua bien quelques rixes avec des soldats en congé dans les clubs de nuit de Montréal, mais la mode fut de courte durée.

de la guerre ne seraient plus nécessaires et que les troupes de retour envahiraient dorénavant le marché du travail. Mais leurs prédictions ne se concrétisèrent pas. La conversion à l'économie de paix demeura, même si elle ne se fit pas sans heurts, une réussite. Assurer la reconstruction d'une Europe dévastée, répondre à la demande longtemps jugulée de biens de consommation et construire des logements dont on avait grandement besoin, allaient créer presque plus d'emplois que les troupes de retour au pays ne pouvaient remplir¹¹.

Et, à temps, la machine de guerre canadienne commença à se démanteler le 15 août 1945, le jour même de la Victoire. C'est ainsi que 150 millions de dollars de contrats se trouvèrent annulés du jour au lendemain. Howe dit à la Chambre des communes qu'il estimait à 175 millions de dollars la somme supplémentaire dont il aurait besoin pour payer les travaux déjà partiellement achevés. Les trois navires marchands déjà à moitié construits, par exemple, seraient terminés puis vendus.

Toutes les sociétés d'État qui avaient été créées spécialement pour les besoins de la guerre devaient être fermées ou vendues et tout ce qu'elles possédaient était considéré comme des rebuts. Si le Canada tenait à devenir un pays de paix, quel besoin avait-il de stocks de sous-vêtements militaires ou de piles de chenilles pour char d'assaut?

L'opposition critiqua le gouvernement qui vendait les surplus à un cent au dollar. Les chars d'assaut furent vendus au poids du métal. Les aéronefs Mosquito d'une valeur de 500 000 \$ se vendirent 5 000 \$. Pourtant, l'opération de récupération rapporta au Trésor la somme nette de 500 millions de dollars.

Howe pressa les entreprises canadiennes d'investir dans les usines et de créer des emplois pour le personnel militaire qui revenait de la guerre. En l'espace de quelques mois, des entreprises comme la Générale Électrique revinrent à la production civile et doublèrent, par rapport à la main-d'œuvre qu'elles embauchaient avant la guerre, leur nombre d'employés.

La fermeture soudaine des usines de guerre fit perdre leur emploi à la plupart des ouvrières : 80 000 d'entre elles furent congédiées en septembre 1945 seulement. Toutes les femmes mariées furent congédiées de la Société Radio-Canada et de la fonction publique sous prétexte qu'elles étaient des ouvrières de guerre «temporaires». On cherchait par cette mesure à faire de la place aux militaires de retour et il semble que la plupart des femmes, certaines à tout le moins à contrecœur, saisirent l'occasion de retourner chez elles à plein temps. Il est évident cependant qu'ayant goûté au travail à plein temps dans des emplois non traditionnels, ces femmes allaient éduquer des filles qui revendiqueraient ensuite le travail à l'extérieur du foyer.

L'après-guerre au Canada ne fut cependant pas idyllique. Les soldats de retour réintégrèrent difficilement la vie non structurée des civils après de si nombreuses années d'ordres et de discipline. On s'attendait de la plupart des soldats toujours en bonne santé qu'ils reprennent le cours de leur vie normale, avec le moins d'aide possible. C'est ce que firent la plupart d'entre eux. Contrairement aux soldats qui s'étaient lancés dans la Première Guerre mondiale dans un élan d'enthousiasme pieux et patriotique, les combattants de la Seconde Guerre mondiale étaient

¹¹ Relever les défis de la production en temps de guerre avait amené C.D. Howe à dire quelque chose que le travailleur d'après-guerre ne pouvait manquer d'appuyer : «Jamais plus on ne doutera que le Canada puisse fabriquer tout ce qui se fabrique déjà ailleurs».

allés au combat sans enthousiasme, mais avec la volonté tranquille de faire le travail nécessaire. Ils s'attaquèrent avec cette même volonté à reprendre leur vie, une fois démobilisés¹².

En 1948, le logement, le secteur de la fabrication et la famille connurent tous un essor. L'économie de guerre et la reconstruction nécessaire qui l'avait suivie furent ironiquement bénéfiques pour le Canada, contrairement en particulier à la Grande-Bretagne où de nombreuses villes avaient été dévastées et où le rationnement se poursuivit jusque dans les années 50. Les dettes de la période de guerre minèrent la Grande-Bretagne et, d'après certains, entraînèrent la fin de son empire colonial.

La réunion des familles au Canada entraîna un surcroît de naissances à

partir de 1947 et jusque dans les années 60, ce qu'on appela le «baby boom». C'est en partie du moins à cause de l'optimisme renouvelé que cette explosion démographique se produisit, forte de la confiance née du soutien de l'État (introduction en 1945 des primes aux naissances)¹³ et d'une économie vigoureuse. La population voulait passer à autre chose : construire, consommer, créer après autant d'années de restrictions, de destruction, d'incertitude et de peur. Le Canada s'était taillé aussi une nouvelle place dans le monde et il prit ses responsabilités au sérieux.

Avec le même enthousiasme qu'il avait démontré pour s'atteler à la tâche de la guerre, le peuple canadien s'attela à la tâche de la paix.

¹² Ils firent la preuve de leur indépendance et de leur peu de goût pour la militarisation quand beaucoup refusèrent d'aller chercher les médailles de service auxquelles ils avaient droit.

¹³ Une des retombées de la guerre fut la détermination de créer un climat de bien-être social qui atténuerait le choc du retour à une économie de paix. Le rapport Marsh, du nom du directeur de recherche du Comité de la reconstruction, fit un certain nombre de recommandations reprises par la suite avec beaucoup d'enthousiasme par le parti libéral. Quand les libéraux furent réélus en 1944, ils instaurèrent des programmes d'allocations familiales (primes aux naissances) et promirent de travailler de concert avec les provinces pour établir l'assurance-santé et la pension de retraite par cotisation; il fallut plusieurs années de débats, mais finalement on obtint le Régime de pension du Canada et le régime d'assurance-maladie.



Un dernier mot

Il est difficile pour les générations d'aujourd'hui, composées pour la plupart des enfants ou des petits-enfants de Canadiens qui ont connu la Seconde Guerre mondiale de se mettre à la place de leurs parents ou de leurs grands-parents. Est-ce que ces années ont été une période romantique? En quelque sorte, oui, bien sûr. On s'en souvient avec tendresse avec les orchestres qui jouent les airs populaires de l'époque. Était-ce éprouvant? Bien entendu! Les familles qui ont perdu un être cher peuvent en témoigner encore avec émotion. Était-ce une époque excitante? Oui et non. Il était excitant de vivre ces années si pleines de grands changements. Mais c'était également difficile de vivre avec les sacrifices, les privations et la séparation des familles.

Il semble que nous soyons plus enclins à nous souvenir des bons moments et

à laisser s'estomper les temps plus difficiles. Avec le temps, nos souvenirs s'estompent, particulièrement 50 ans plus tard, au moment où nous perdons peu à peu les anciens combattants et que d'anciens ennemis comme l'Allemagne, le Japon et l'Italie sont devenus des partenaires commerciaux.

Il nous reste des livres et des films pour garder en mémoire les champs de bataille. Il reste toutefois peu de choses tangibles qui puissent nous rappeler le quotidien des Canadiens ordinaires. Pour le front civil, la Seconde Guerre mondiale fut une époque extraordinaire. Des gens ordinaires ont réalisé bien des exploits. Grand-maman a peut-être emballé des explosifs et entretenu un jardin de la Victoire. À sa façon, elle a contribué à établir une paix qui a duré deux générations. Voilà quelque chose dont on doit se souvenir.



Lectures complémentaires

Bothwell, Robert et Kilbourn, William. *C. D. Howe: a biography*. Toronto: McClelland and Stewart, 1979.

Bruce, Jean. *Back the Attack: Canadian women during the Second World War, at home and abroad*. Toronto: Macmillan of Canada, 1985.

Chronicle of Canada. Chronicle of Canada Publications. Montréal, 1990.

Granatstein, J. L. et Morton, Desmond. *A Nation Forged in Fire: Canadians in the Second World War 1939-1945*. Toronto: Lester & Orpen Dennys, 1986.

Lennon, Mary Jane et al. *On The Homefront: A scrapbook of Canadian World War II memorabilia*. Erin Mills, Ont.: Boston Mills Press, 1981.

Pierson, Ruth R. *"They're still women after all": The Second World War and Canadian womanhood*. Toronto: McClelland and Stewart, 1986.

Reader's Digest Association (Canada) Ltd. *The Canadians at War 1939-1945 (Volume 1)*, Montréal, 1969.

Stacey, C. P. *Six Years of War*. Toronto: University of Toronto Press, 1955.

Stacey, C. P. et Wilson, Barbara M. *The Half Million: The Canadians in Britain 1939-1946*. Toronto: University of Toronto Press, 1987.